

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

AVIGNON, le 21/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

VALABREGUE

Route de Suze - BP 13
84500 Bollène

Références :D-00381-2023
Code AIOT : 0006402055

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2023 dans l'établissement VALABREGUE implanté au lieu-dit Noyères Jonqueirolles 84500 Bollène. L'inspection a été annoncée le 09/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 12 mai 2023 fait suite à l'arrêté de suspension d'activité et d'astreinte administrative du 28 juin 2022, relatif au défaut de garanties financières et de dispositifs de limitation des accès au site. Cet arrêté de sanction administrative découle du non-respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 1er octobre 2021, constaté lors de la visite du 18 mars 2022. Ce contrôle vise également à répondre à la réclamation déposée par un collectif local de protection de l'environnement, transmise à Madame la Préfète de Vaucluse par courrier du 29 avril 2023 et relative aux travaux de débroussaillage et de clôture du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALABREGUE
- Noyères Jonqueirolles 84500 Bollène
- Code AIOT : 0006402055
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPRB Valabregue exploite une carrière au lieu-dit « Noyères Jonqueirolles », sur la commune de Bollène. Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE. Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral n°611 du 23 mars 2000.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- garanties financières ;
- dispositifs de limitation des accès au site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Limitation des accès	AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 1er	Avec suites, Suspension, Astreinte	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Garanties financières	AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 1er	Avec suites, Suspension	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 12 mai 2023 a permis de constater que l'exploitant a partiellement répondu aux dispositions de l'arrêté préfectoral de sanctions administratives du 28 juin 2022 : en effet, les travaux de mise en place des dispositifs de limitation des accès au site (clôture, panneaux) n'ont pas été achevés à la date du contrôle en raison, d'une part, des démarches préalables effectuées au titre du code de l'urbanisme et, d'autre part, des contraintes découlant du risque de feu de forêt et des intempéries. Par ailleurs, les opérations de débroussaillage, objets de la réclamation d'un collectif local de protection de l'environnement du 29 avril 2023, sont en lien direct avec les travaux de clôture et correspondent au tracé du périmètre autorisé de la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Limitation des accès

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Limitation des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Suspension, Astreinte
Prescription contrôlée : <p>Mettre en place, au plus sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent interdisant l'accès à la zone d'exploitation, ainsi que de pancartes signalant le danger, d'une part, sur le chemin d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les justificatifs démontrant la réalisation des travaux précités devront être transmis à monsieur le Préfet dans le mois suivant leur réalisation, conformément à l'article 15 de l'arrêté du 23 mars 2000</p>
Constats : <p><u>constat le 18/03/2022</u> : il a été constaté que l'accès à la zone d'exploitation n'était toujours pas interdit par une clôture ou un dispositif équivalent (hormis en partie haute de la falaise à l'ouest du site). De même, il a été constaté l'absence de pancartes signalant le danger, d'une part, sur le chemin d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Ainsi, par arrêté du 28/06/2022, M. le Préfet de Vaucluse a suspendu l'activité de la carrière et infligé une astreinte administrative journalière d'un montant de 150€.</p> <p><u>constat le 12/05/2023</u> : à la suite de l'arrêté du 28/06/2022, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- a réalisé une déclaration préalable de travaux au titre du code de l'urbanisme, déposée en mairie le 15/07/2022 concernant les travaux de clôture ;- a effectué des opérations de recherche de bornes, avec l'appui d'un géomètre, afin de définir précisément le périmètre autorisé de la carrière ;- compte tenu des risques incendie, a engagé les premiers travaux de débroussaillage à l'automne 2022.

Le jour de l'inspection, il a été constaté la réalisation des opérations de débroussaillage à hauteur de 80% environ du périmètre à clôturer. L'exploitant a fait part de difficultés importantes d'accès à certaines zones du site, en raison de la nature argileuse des terrains rendant difficile la circulation des engins nécessaires à ces opérations. A la date du contrôle, aucune clôture n'est en place (à l'exception de la clôture existante en haut de la falaise à l'ouest du site). L'exploitant estime à environ 2 à 3 mois la durée nécessaire à l'achèvement des travaux de débroussaillage et de clôture (hors intempéries et restrictions liées au risque de feu de forêts).

Par ailleurs, l'inspection constate la présence au sein du périmètre de la carrière d'éléments relatifs aux exploitations passées, dont certaines ont donné lieu à des travaux souterrains (présence de rails, cerclages de puits, stocks de stériles).



Zones ayant fait l'objet de travaux de débroussaillage



Anciens rails liés aux exploitations antérieures

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Observations: l'exploitant doit achever les travaux de mise en conformité de ses dispositifs de limitations des accès dans les plus brefs délais.
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 1er
Thème(s) : Autre, garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Suspension
Prescription contrôlée : transmettre au plus sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, le document établissant le renouvellement des garanties financières actualisées conformément à l'article 13 de l'arrêté du 23 mars 2000
Constats : <u>Constat le 18 mars 2022</u> : l'exploitant a présenté les démarches engagées auprès de sa banque, afin d'obtenir le renouvellement de ses garanties financières. Toutefois, ces démarches n'ont pas encore abouti et il n'a pas été en mesure de présenter le document établissant le renouvellement des garanties financières actualisées, conformément à l'article 13 de l'arrêté du 23 mars 2000. <u>Constat le 12 mai 2023</u> : par courrier du 17 août 2022, l'exploitant a communiqué l'acte de cautionnement bancaire d'un montant de 52 822 € pour la période du 22/07/2021 au 21/07/2026.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet